

**Projet de règlement grand-ducal du ... juillet 2014 relatif à la prolongation de la participation du Luxembourg à la mission «Etat de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO)**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales ;

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 20 juin 2014 et après consultation le 6 juin 2014 de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des députés,

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'avis de la Conférence des Présidents de la Chambre des députés ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes, de Notre Ministre de la Sécurité intérieure, de Notre Ministre de la Justice et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons:

**Art. 1er.** Le Luxembourg participera à la mission «Etat de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO) jusqu'à la fin prévisionnelle de la mission en 2016.

**Art. 2.** Au titre du présent règlement grand-ducal, les participants luxembourgeois sont déterminés par les autorités luxembourgeoises compétentes suivant les critères, spécificités et exigences de la mission menée par l'Union européenne et peuvent ainsi relever de la magistrature, de la Police grand-ducale, de l'Administration des douanes et accises, des autorités luxembourgeoises compétentes pour les établissements pénitentiaires et les services de secours, ainsi que des autorités compétentes pour détacher du personnel en vue de la gestion administrative et financière de la mission.

**Art. 3.** Au titre du présent règlement grand-ducal, la Police grand-ducale participe avec un maximum de quatre membres à la mission «Etat de droit» de l'UE au Kosovo jusqu'à la fin de la mission en 2016.

**Art. 4.** Les participants luxembourgeois de la mission «Etat de droit» EULEX KOSOVO sont désignés par le ministre du ressort dont ils relèvent.

**Art. 5.** La mission des participants luxembourgeois sera déterminée par le chef de la mission EULEX KOSOVO.

**Art. 6.** Pour la durée de leur mission, les participants luxembourgeois continuent à relever de l'autorité du ministre du ressort respectif. Les ministres compétents transfèrent le contrôle opérationnel des participants au chef de mission désigné par l'Union européenne.

**Art. 7.** Les participants luxembourgeois veillent à assurer leur tâche avec impartialité.

**Art. 8.** Les participants luxembourgeois ont le droit de retourner au Luxembourg pour une période de 10 jours une fois par période de 6 mois. Les frais de transport sont à charge de l'Etat.

**Art. 9.** Les participants luxembourgeois ont droit à une indemnité de jour pour frais de séjour et une indemnité de nuit, dont les montants sont fixés par le Gouvernement en conseil.

**Art. 10.** Les participants luxembourgeois ont droit à une indemnité mensuelle spéciale prévue à l'article 9 de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative aux opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales.

**Art. 11.** Les participants luxembourgeois peuvent, sur décision du ministre compétent, bénéficier d'un congé spécial de fin de mission d'un maximum de 5 jours.

**Art. 12.** Notre Ministre des Affaires étrangères et européennes, Notre Ministre de la Sécurité intérieure, Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre des Finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui entrera en vigueur le jour de sa publication au Mémorial.

Le Ministre des Affaires étrangères  
et européennes  
**Jean Asselborn**

..., le ... juillet 2014.  
**Henri**

Le Ministre de la Sécurité intérieure  
**Etienne Schneider**

Le Ministre de la Justice  
**Felix Braz**

Le Ministre des Finances  
**Pierre Gramegna**

## Exposé des motifs

**Objet: Prolongation de la participation du Luxembourg à la mission « Etat de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO)**

Le présent projet de règlement grand-ducal vise à prolonger la participation du Luxembourg à la mission « Etat de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO) dans le cadre de la loi sur les opérations de maintien de la paix (OMP).

Les missions civiles sont l'un des principaux instruments de la PSDC (Politique de sécurité et de défense commune) de l'Union européenne: actions en matière de conseil, d'encadrement et de suivi dans les domaines de la police, de l'Etat de droit, de l'administration civile, de la réforme du secteur de sécurité ou de l'observation. Or l'Union européenne est de plus en plus sollicitée dans ce domaine, avec une multiplication des missions nécessitant le détachement d'un nombre de plus en plus grand d'experts nationaux (police, justice, douanes etc.). Globalement, près de 5000 experts sont actuellement déployés au sein de 16 missions (civiles et militaires confondues), mais celles-ci sont constamment confrontées au défi de se voir dotées par un nombre suffisant d'agents nationaux détachés. La capacité des missions à remplir leur mandat est ainsi compromise et la crédibilité de l'action UE est ainsi mise en cause.

Il relève de la responsabilité politique des Etats membres de faire fonctionner les missions UE par le détachement d'experts nationaux. En s'appuyant sur le cadre juridique de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales, le Luxembourg participe actuellement aux missions PSDC suivantes :

- EULEX KOSOVO : 1 agent de la Police grand-ducale (n.b. un nombre maximum de 4 agents de la Police est prévu par le règlement grand-ducal afférent)<sup>1</sup>
- EUMM Géorgie : 2 agents de la Police grand-ducale<sup>2</sup>
- EUCAP SAHEL Niger : 1 agent de la Police grand-ducale<sup>3</sup> (*actuellement vacant*)
- EUCAP SAHEL Mali : 1 agent de la Police grand-ducale<sup>4</sup>

En 2009, le Luxembourg a également détaché un agent auprès d'EUBAM Rafah en Palestine.<sup>5</sup> A noter que, dans le passé, il y a également eu d'autres contributions du Luxembourg aux missions civiles PSDC d'ordre matériel (soutien financier à des projets en Palestine, don d'équipements) et logistiques (activités de Cargolux, aux frais de l'Etat, pour assurer le déploiement rapide de la mission EUMM en Géorgie en 2008).

Jusqu'à présent, les détachements d'agents nationaux ont toujours concerné le seul domaine de la Police grand-ducale. Or, les missions civiles – et plus particulièrement la mission EULEX KOSOVO – souffrent d'un manque d'effectifs dans d'autres domaines également, notamment des juristes (procureurs / juges / experts en Etat de droit) et des douaniers.

---

<sup>1</sup> Règlements grand-ducaux des 29 février 2008, 9 mai 2008, 19 mai 2009 et 23 septembre 2010

<sup>2</sup> Règlements grand-ducaux du 27 septembre 2008, 12 février 2009, 20 octobre 2009 et 01.10.2010

<sup>3</sup> Règlement grand-ducal du 17 octobre 2012

<sup>4</sup> Règlement grand-ducal du 09.05.2014

<sup>5</sup> Règlement grand-ducal du 12.02.2009

L'espoir que le Grand-Duché pourrait diversifier ses détachements également parmi ces corps de métier a été explicitement formulé par le Service européen d'action extérieure (SEAE).

Depuis l'adoption du règlement grand-ducal du 17 novembre 2011 relatif à la participation du Luxembourg à la mission « Etat de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO), le Luxembourg s'est donné la possibilité de faire participer des personnes relevant de la magistrature, de la Police grand-ducale, de l'Administration des douanes et accises, des autorités luxembourgeoises compétentes pour les établissements pénitentiaires et les services de secours, ainsi que des autorités compétentes pour détacher du personnel en vue de la gestion administrative et financière de la mission.

A noter que pour les agents issus de divers services, le fait de pouvoir compléter leur expérience professionnelle par un détachement dans le contexte d'une mission européenne, représente une opportunité tant pour les personnes concernées que pour les services dont elles sont issues.

EULEX KOSOVO est la seule grande mission européenne ayant des vacances de postes dans différents domaines qui soient régulières, en nombre important et variées au niveau des grades et qualifications requises. Une contribution de personnel à EULEX KOSOVO permet au Luxembourg d'assumer ses responsabilités en tant que membre de l'Union européenne et se situe dans le contexte général de l'intérêt du Luxembourg à voir mis en place au Kosovo un Etat de droit stable. En outre, le fait, pour les agents issus de divers services, de pouvoir compléter leur expérience professionnelle par un détachement dans le contexte d'une mission européenne, représente une opportunité tant pour les personnes concernées que pour les services dont elles sont issues.

### **La participation du Luxembourg**

La participation luxembourgeoise à la Mission « Etat de droit » EULEX KOSOVO s'inscrit dans la logique des efforts de renforcement de la stabilité politique et sécuritaire dans la région des Balkans que le Luxembourg soutient depuis plus d'une décennie.

Actuellement, 1 membre de la Police grand-ducale est détaché auprès de la mission EULEX KOSOVO. Il est prévu de prolonger le détachement d'un maximum de quatre membres de la Police grand-ducale jusqu'à la fin prévisionnelle de la mission en 2016, date de la fin du mandat de la mission EULEX KOSOVO.

Selon l'article 1 (2) de la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP), toute participation à une mission OMP est décidée par le Gouvernement en conseil après consultation des commissions compétentes de la Chambre des députés.



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Luxembourg, le 10 juin 2014

Dossier suivi par :  
Rita Brors  
Service des Relations internationales  
tél. : 466 966 338  
fax : 466 966 209  
courriel : [rbrors@chd.lu](mailto:rbrors@chd.lu)

Monsieur Fernand Etgen  
Ministre aux Relations avec le Parlement  
43 bd. F.-D. Roosevelt  
L-2450 Luxembourg

Concerne : Prolongation de la participation du Luxembourg à la mission « Etat de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO).

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe copie de la correspondance afférente à la mission susmentionnée.

Veuillez croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma considération très distinguée.

Simone Beissel  
Vice-Président de la Chambre des Députés



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Luxembourg, le 10 juin 2014

Dossier suivi par :  
Rita Brors  
Service des Relations internationales  
tél. : 466 966 338  
fax : 466 966 209  
courriel : rbrors@chd.lu

Monsieur Jean Asselborn  
Ministre des Affaires étrangères et européennes

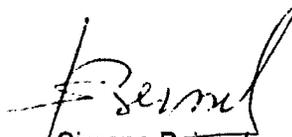
L-2911 Luxembourg

Monsieur le Ministre,

Conformément à la loi du 27 juillet 1992, le Gouvernement a consulté la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration au sujet de la prolongation de la participation du Luxembourg à la mission « Etat de droit » menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO).

La Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a approuvé cette initiative en date du 6 juin 2014.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma considération très distinguée.



Simone Beissel

Vice-Président de la Chambre des Députés